

8 juin 2026 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Discours du Président de la République depuis l'usine de Goodyear.

Emmanuel MACRON

Merci pour vos mots, Monsieur le directeur.

Thank you, dear Mark, thank you very much.

Je salue nos parlementaires qui sont là, Madame la vice-présidente du Conseil régional, Madame la présidente du Conseil départemental, Monsieur le maire, Mesdames et Messieurs, en vos grades et qualités, je salue nos préfets, évidemment, je suis très heureux d'être parmi vous.

Je voulais vous dire quelques mots pour saluer et accompagner tout le travail qui est fait ici sur ce site et puis essayer d'expliquer ce qu'on est en train de faire pour réindustrialiser le pays et en particulier, la Somme et l'Amiénois. D'abord, en m'adressant à vous, moi, étant un enfant de la région, je sais aussi d'où on vient. J'ai vu beaucoup de jeunes qui viennent d'arriver ou sont en alternance, sont là depuis quelques années. J'ai vu aussi beaucoup de collaboratrices, collaborateurs qui sont là depuis 30, 35 ans dans l'entreprise. On sait qu'il y a eu des périodes difficiles, il y a une douzaine d'années, sur le site d'Amiens Nord aussi, des moments qui ont été très durs. Je pense aussi à tous les collègues qui ont eu à subir les plans sociaux et je pense aussi à toutes les difficultés qu'on connaît dans notre industrie européenne et française.

Néanmoins, pourquoi on se retrouve là et qu'est-ce qui fait qu'on peut regarder devant et que sur ce site, où on est, avec les réinvestissements qui sont faits, on peut regarder avec confiance et vigilance, mais aller de l'avant et vous pouvez être fiers. C'est parce qu'ici même, on est en train d'investir, vous êtes en train d'investir et on est en train d'accompagner une transformation, une modernisation de l'outil industriel qu'est le vôtre. Et de le faire pour pouvoir être pleinement compétitif, relever les défis d'aujourd'hui et de demain, continuer à produire, le faire dans la compétition internationale et de le faire aussi dans des meilleures conditions de travail.

Je m'explique. Depuis la sortie de Covid, et ce choix s'est fait en 2021-2022, Goodyear a décidé de réinvestir sur ce site environ 160 millions d'euros, je parle sous votre contrôle collectif, pour digitaliser, robotiser, améliorer les choses. J'ai vu les premières machines déployées. Le Gouvernement français s'est engagé à côté en investissant 45 millions d'euros dans le cadre de ce qu'on appelle France 2030. Vous en avez peut-être entendu parler, pour justement aider à moderniser l'outil de travail.

L'objectif, c'est quoi ? C'est d'améliorer vos conditions de travail, c'est de permettre de produire plus. C'est là où vous avez une cadence d'environ 135 000, le but, c'est de passer à 150 000, d'être plus productif grâce à cette modernisation et de pouvoir tenir la compétition internationale. Le choix qui est d'abord fait par le groupe et par le Gouvernement français, c'est un choix de confiance dans le site d'Amiens et de confiance dans les technologies de demain pour réussir cette transformation. C'est comme à chaque fois dans une aventure industrielle, le mariage de plusieurs volontés. C'est aussi pour ça que je suis là, pour vous remercier et vous dire ma gratitude. Il n'y a pas de réinvestissement qui est fait si l'entreprise ne croit pas dans les femmes et les hommes qui la font, et donc la qualité du travail qui est fait ici. Personne n'aurait réinvesti ici si les femmes et les hommes qui font vivre ce site, qui le font tourner, n'étaient pas à la hauteur. Donc merci à vous parce que vous avez déclenché cette confiance par votre travail de chaque jour. Je veux aussi vous remercier parce que je sais que par les accords qui ont été trouvés à travers le dialogue social, et en particulier l'accord sur les 5x8 qui a été conclu, vous accompagnez aussi d'efforts qui sont faits, d'organisation du temps de travail, tout ce choix. Merci à vous.

Deuxièmement, merci évidemment au groupe, à l'actionnaire, à l'entreprise, parce que vous faites confiance dans le site d'Amiens, dans la France, et vous investissez ici. Merci pour tout le travail qui est fait. Je veux aussi remercier les élus qui sont là, l'ensemble des collectivités locales, la ville, la métropole, le département, la région, et évidemment, à leur côté les services de l'État, parce que c'est un accompagnement de chaque jour durant toutes ces dernières années sur tout ce qui fait la vie d'une entreprise sur un site, la qualité de vie des collaboratrices, des collaborateurs, les éléments de logistique. Là, comme je l'ai dit, on a mis 45 millions d'euros avec France 2030 pour accompagner cet effort. Puis, je veux remercier tous les partenaires, les banques, les partenaires, les sous-traitants qui accompagnent cette transformation. Tout ça vous montre une chose, c'est que la réindustrialisation est possible parce qu'avec cet effort collectif, on croit dans l'avenir où vous réorganisez le temps de travail et l'entreprise, où Goodyear investit, où on investit à leurs côtés. Non seulement on maintient les un peu plus de 800 emplois du site, mais ça permet de réembaucher 120 collaboratrices et collaborateurs. Là, il y a le travail avec France Travail qui est lancé pour les identifier et permettre de les recruter. Ce qui va permettre de continuer à augmenter les équipes du site et à faire qu'on va créer 120 emplois industriels sur ce site d'Amiens. Ça, c'est formidable.

Tout ça, j'essaie d'expliquer cette histoire, elle n'est pas écrite d'avance. C'est vraiment le fruit d'un investissement collectif, d'un engagement collectif dont on doit se féliciter. C'est pour montrer qu'il n'y a pas de fatalité. Tout ça, on le retrouve d'ailleurs dans les chiffres. Quand on regarde l'Amiénois, ces huit-neuf dernières années, on a fait baisser le chômage d'un peu plus de trois points, on a réaugmenté l'emploi industriel, en particulier en sortie de Covid. Pour la première fois depuis une quinzaine d'années, on a créé plus de sites industriels ou maintenu plus de sites industriels qu'on en a détruits. Ça ne veut pas dire que c'est simple partout, on l'évoquait avec les élus, il y a des sites qui sont en difficulté et on se bat. Mais on reconquiert, on redémarre. Mais ça ne se fait pas tout seul. C'est les réformes qu'on a faites, c'est votre engagement de chaque jour, c'est le fait qu'on arrive à convaincre des groupes industriels d'être là, même dans des périodes difficiles, et qu'on se retrouse les manches pour y aller.

Maintenant, quand je regarde devant, qu'est-ce qu'on doit faire pour continuer de réussir ensemble et réussir cette bataille de la réindustrialisation à Amiens, dans les environs et au-delà en France ? C'est un ensemble qu'on retrouve au fond, à la fois quand on parle de Goodyear, quand on parle d'Eurolysine, vous en avez peut-être entendu parler, de ce site industriel où on fait les acides aminés dans l'Amiénois, là aussi, qui est menacé, ou quand on veut se défendre sur les datacenters. À chaque fois, c'est la même recette. Premièrement, on doit réformer et être compétitif. C'est ce qu'on a fait en France ces dernières années. On l'a fait, ça n'a parfois pas toujours été simple, je m'en souviens assez bien, mais enfin, c'est ce qui nous a permis d'être compétitifs et puis, au niveau de l'entreprise, par le dialogue social, d'avancer.

Deuxièmement, c'est de continuer à simplifier, c'est-à-dire accélérer les choses pour accompagner dans les meilleurs délais nos entreprises. C'est ce qu'on veut faire au niveau français. On a appelé ça les projets « Notre-Dame ». C'est ce qu'on veut faire au niveau européen. Chaque fois qu'on est trop lent, on perd. La rapidité, elle est clé. Vous avez peut-être vu qu'on a annoncé, il y a quelques jours, au Bosquel, ce formidable investissement. On va avoir un des plus grands datacenters d'Europe. On a attiré les Japonais de SoftBank parce qu'on a été les plus rapides d'Europe, on a été vite. C'est un gigawatt de centre de données, de production de calcul, qui va permettre de moderniser notre économie, qu'on va faire au Bosquel. Ce n'est pas abstrait, parce que cette intelligence artificielle qu'on remet, c'est celle qu'on utilise sur des sites comme celui de Goodyear pour moderniser notre industrie. Quand vous entendez parler d'intelligence artificielle, c'est aussi fait pour vous. Ce qu'on fait ici, c'est une application directe et industrielle de l'intelligence artificielle. Réformer, simplifier et aller vite. Deuxièmement, c'est investir. Ce qu'on fait depuis la sortie du Covid avec France 2030, après France Relance, ce que l'on veut faire au niveau européen et ce que les entreprises doivent faire, c'est ce qu'a fait Goodyear.

Troisièmement, c'est protéger. Ce n'est pas un gros mot. Je le dis parce que votre secteur est touché comme d'autres, nous sommes face à une compétition internationale qui ne respecte pas les règles du jeu. Quand on parle des pneumatiques, on a aujourd'hui une concurrence chinoise qui est très forte. Parfois, elle existe parce que les Chinois ont beaucoup investi, se sont modernisés, ont robotisé. Là, très bien. On doit être à la hauteur. C'est ce qu'on fait ici. C'est ce qu'on fait dans tous les sites où on peut. Ça, on ne va pas en débattre. On doit être compétitifs, robotiser, produire. Il y a une concurrence qu'on n'accepte pas, c'est la concurrence déloyale. On doit jouer avec les mêmes règles du jeu. Quand vos concurrents chinois font beaucoup trop de subventions, ou vendent à perte sur le marché, ou sont à des niveaux de prix qui ne sont pas possibles pour la production, les règles du jeu sont faussées.

On ne va pas se mettre à jouer avec une équipe à 13 sur le terrain et l'autre à 11. On est d'accord. Sinon, ce n'est plus le même championnat. C'est ce qui se passe aujourd'hui. Face à ça, on se bat au niveau européen, on l'a fait déjà il y a quelques années sur les véhicules électriques, vous l'avez peut-être vu ; on l'a fait sur l'acier ; on est en train de le faire sur les pneumatiques, on a les résultats des premières enquêtes européennes, pour mettre des mesures de protection. Pour dire là, quand on a des concurrents qu'on a identifiés, qui sur-subventionnent leurs entreprises, on va leur mettre des tarifs. On va faire en sorte de rééquilibrer les règles du jeu. Ça, ça va avec. Je vous le dis parce que ces investissements ne vont pas régler tout le sujet. Il faut qu'à côté, on protège notre industrie européenne, qu'on protège Goodyear et sa production, parce que vous êtes soumis à une concurrence déloyale et que nous avons des concurrents aujourd'hui qui, malgré tout ça, vont continuer à vendre, ce qui serait une vente à perte pour vous, pour nous, et ce qui n'est pas possible.

Là, on demande à l'Europe de sévir, de mettre en place ce qu'on appelle des clauses de sauvegarde, des tarifs. On se bat aussi pour avoir une préférence européenne. Ça, c'est important que vous l'ayez en tête, parce que c'est le combat qu'on mène depuis plusieurs années, et il est clé en particulier dans l'automobile. Ça veut dire que dans chaque voiture produite en Europe, on veut un minimum de pourcentage produit sur le sol européen. Les Chinois le font. Les Américains le font sur leur marché. Nous, en Europe, on est les seuls à ne pas l'avoir fait. Ça, c'est de la naïveté. Pour défendre justement les pneus qui sont faits à Amiens, les batteries électriques qui sont faites à Douai, les composants qu'on fait dans la région, on doit définir un pourcentage, une préférence européenne, un contenu européen. Ça, c'est des réformes qu'on est en train de pousser au niveau européen, quand on se bagarre, quand je vais à Bruxelles.

C'est une vraie transformation, parce que c'est ça qui rendra l'Europe compétitive. Ce n'est pas du protectionnisme, c'est de la juste protection. On continue à être ouvert au monde, mais on dit qu'on est ouvert avec les mêmes règles. Voilà la bataille qu'on est en train de conduire. Ce qu'on est en train de faire au niveau des pneumatiques, c'est exactement la même chose. J'ai parlé d'Eurolysine qu'on fait sur les acides aminés pour l'alimentation animale. Eurolysine, là, qui est une belle entreprise de la région qui est bousculée, on va investir, il va y avoir une augmentation de capital d'environ 70 millions d'euros. On va monter au capital avec le groupe Avril, l'État sera là, on va monter parce qu'on fait confiance et qu'on veut défendre la souveraineté alimentaire. En même temps, on va se battre pour dire la concurrence déloyale sur les acides aminés quand elle vient de la Chine et qu'elle est sur-subventionnée, on met des tarifs, on met des clauses de sauvegarde.

Voilà ce que je voulais vous dire. Au fond, ce qui est en train de se jouer ici est pour moi une parfaite illustration de la bataille pour la réindustrialisation partout en France. On tient mieux que beaucoup de nos collègues, parce qu'on a réinvesti plus tôt, parce qu'aussi on a souffert, nous, il y a 15, 20 ans, plus que d'autres. Ces dernières années, on remonte tout doucement la pente, pas assez vite à mon goût, parce qu'on a aussi du vent en face. On a eu la guerre en Ukraine, l'inflation importée. A cela s'ajoute désormais la guerre au Proche et au Moyen-Orient qui nous fait monter les prix, qui pèse aussi sur votre pouvoir d'achat, qui pèse sur la compétitivité des entreprises. Malgré tout ça, on continue à créer de l'emploi industriel, malgré tout ça, on arrive à écrire des pages comme celles qu'on écrit aujourd'hui avec Goodyear, là où beaucoup de nos voisins ferment tout simplement des usines dans votre secteur. On va tenir, plus que tenir, on va continuer d'avancer, mais moi, je voulais essayer de vous expliquer tout ça ce matin, mais surtout de vous dire que rien de cela n'est possible si l'effort n'est pas collectif et la confiance n'est pas collective.

Je finirai par là où on a commencé. Rien de tout ça n'est possible s'il n'y a pas des femmes et des hommes comme vous qui se battent pour bien faire comme vous l'avez fait toutes ces dernières années, qui passez des accords comme vous l'avez fait pour les cinq-huit et qui menez ici aussi une production de qualité qui arrive à convaincre l'entreprise de réinvestir et le Gouvernement d'être à vos côtés. Comme vous, je crois dans l'industrie. Je pense que ce sont des métiers formidables qui créent de la valeur ajoutée, qui permettent ensuite à notre modèle social de tourner parce qu'on ne peut pas redistribuer si on ne crée pas de richesses. Ce sont des métiers qui évoluent. Les plus anciens ici me disaient qu'ils ont vu quand même les conditions de travail s'améliorer. La robotisation, la modernisation, l'intelligence artificielle et le robot dans l'usine, c'est ce qui permet aussi d'avoir de meilleures conditions, de féminiser les emplois industriels, Mesdames, et d'améliorer les conditions de travail pour qu'il y ait moins de troubles musculosquelettiques. Tout ça, au fond, c'est une histoire de progrès. Elle n'est pas écrite d'avance, mais c'est notre investissement collectif.

En tout cas, je suis très reconnaissant à vous, à Goodyear, aux services de l'État, aux élus, à tous ceux qui ont rendu cela possible. Nous, on va continuer de se battre pour que la page qu'on écrit aujourd'hui d'investissement, de confiance dans l'avenir, de réindustrialisation, continue de se faire, évidemment pour l'Amiénois, pour la Somme, qu'on aime tant, c'est évidemment aussi l'enfant du pays qui vous parle, mais pour tout le pays. Parce que la France a une formidable page de réindustrialisation à écrire. On peut être fier de ce qui a été fait ces dernières semaines et ces derniers mois, qui est le fruit du travail de ces dernières années, des datacenters, en passant par les pneumatiques, de ce qu'on fait sur la robotique, etc. On continue d'avancer ensemble. On va se battre pour avoir une Europe qui investit à nos côtés, qui protège mieux notre industrie et nos collaboratrices et nos collaborateurs, qui nous permette, en particulier, de nous protéger contre la concurrence déloyale.

Merci à toutes et tous, en tout cas pour votre accueil aujourd'hui. Merci pour tout le travail fait.

Vive Goodyear, vive Amiens, vive la République et vive la France.